

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-29 du 10 septembre 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine répond aux rétorsions canadiennes en révisant le champ de ses droits additionnels et en interdisant certaines importations

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie multiplie les initiatives pour accélérer le développement de la géothermie aux États-Unis
3. Le Département de l'Énergie lance une consultation sur le financement privé des technologies énergétiques

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire aux Transports dévoile une nouvelle stratégie nationale sur les véhicules autonomes
5. Le secrétaire aux Transports renforce la lutte contre la fraude dans le secteur du transport routier

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Reconstituer le grand cheptel bovin américain, tel est l'objectif de la Maison Blanche
7. La FDA et la SEC concluent un protocole d'accord pour le partage d'informations

Numérique et innovation

8. Le Ministre Roland Lescure rencontre un grand nombre d'acteurs de l'intelligence artificielle lors d'un déplacement à San Francisco

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine répond aux rétorsions canadiennes en révisant le champ de ses droits additionnels et en interdisant certaines importations

Mardi 8 septembre, la Maison-Blanche a [publié](#) cinq proclamations présidentielles prises au titre de la section 338 du Tariff Act de 1930. Trois d'entre elles interdisent l'entrée sur le territoire américain de certains produits canadiens, les deux autres modifient le champ des droits additionnels de 50% annoncés le 20 juillet et entrés en vigueur le 22 août. Ces mesures répondent aux rétorsions canadiennes entrées en vigueur le 8 septembre.

Plusieurs catégories de biens sont retirées du champ de la section 338, notamment le ciment et le sel gemme, ainsi que le plomb brut, le papier hygiénique et les sucres chimiquement purs. Y sont en revanche ajoutés les constructions en acier, les profilés et tubes d'aluminium, les huiles chimiquement modifiées, les meubles et des fromages. Ces droits s'ajoutent à ceux perçus au titre de la section 232 et s'appliquent même aux biens conformes à l'USMCA. Les interdictions d'importation visent quant à elles principalement des boissons alcoolisées, des produits laitiers et certaines motos.

Les modifications de champ d'application entreront en vigueur le 15 septembre et les interdictions d'importation le 29 septembre.

Brèves

- Le 8 septembre, le département américain du Trésor a [annoncé](#) un nouveau train de mesures visant le secteur aérien iranien au titre de l'opération « Economic Outcast ». Un individu et trente-cinq entités ont notamment été désignés, dont vingt-sept compagnies aériennes iraniennes, et plusieurs licences générales ont été suspendues.

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie multiplie les initiatives pour accélérer le développement de la géothermie aux États-Unis

Le Département de l'Énergie (DoE) a annoncé plusieurs initiatives visant à accélérer le développement de la géothermie aux États-Unis. Le 3 septembre, le DoE a [annoncé](#) la création d'un « Geothermal Center of Excellence » (CoE), dirigé par le National Laboratory of the

Rockies (NLR) avec le soutien du National Energy Technology Laboratory (NETL), afin d'accélérer la découverte et le développement de ressources géothermiques à l'échelle du gigawatt et de renforcer les partenariats entre laboratoires et industrie. Le 8 septembre, le DoE a également [annoncé](#) l'octroi de 1,2 M\$ à huit équipes dans le cadre du programme « Partnerships to Accelerate Training and Hiring for Geothermal Heat Pumps » (GHP PATHs), afin de développer des programmes régionaux de formation et de recrutement dans les domaines des systèmes géothermiques et du forage peu profond.

3. Le Département de l'Énergie lance une consultation sur le financement privé des technologies énergétiques

Le 3 septembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [lancé](#) une consultation auprès des acteurs du secteur, visant à mieux comprendre les intérêts des investisseurs, les obstacles au financement et les opportunités de commercialisation des technologies énergétiques développées aux États-Unis. Pour le charbon, le DoE cible notamment la modernisation des centrales, la récupération de minéraux critiques et les technologies avancées de production d'électricité. Dans le pétrole et le gaz, la consultation porte notamment sur le Gaz Naturel Liquéfié (GNL), les puits et pipelines, la valorisation des eaux de production, ainsi que les capteurs, l'électrification et l'intelligence artificielle. Pour la géothermie, les priorités concernent l'exploration, le forage à haute température, la stimulation des réservoirs et l'intégration au réseau. Les contributions recueillies serviront à orienter la stratégie du DoE. Les réponses sont attendues avant le 5 octobre 2026.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 1^{er} septembre l'ouverture, après près de 15 ans de développement, de la première infrastructure américaine dédiée aux essais de technologies d'énergie houlomotrice, baptisée « PacWave South », dans l'Oregon. Le DoE précise que l'électricité produite par les dispositifs testés pourra être injectée dans le réseau électrique.
- Le 3 septembre, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [proposé](#) d'annuler le rejet partiel, décidé en 2024 sous l'administration Biden, du plan du Dakota du Nord sur la « brume régionale » et d'approuver intégralement le plan adopté par l'État en 2022. L'EPA précise que cette décision permettrait à plusieurs centrales au charbon et autres installations de production d'électricité de poursuivre leur

activité sans devoir mettre en place des dispositifs supplémentaires de réduction des émissions jugés non nécessaires par l'EPA. Une période de consultation publique de 30 jours sera ouverte après publication de la proposition au registre fédéral.

- Le 4 septembre, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et le département de l'Armée ont [publié](#) une proposition complémentaire visant à préciser la définition des « eaux des États-Unis » (Waters of the United States, WOTUS), qui détermine les eaux relevant de la compétence fédérale au titre du Clean Water Act. L'EPA indique que cette démarche vise à : i) aligner la future réglementation sur la décision de la Cour suprême de 2023 dans l'affaire Sackett v. EPA, qui a restreint le champ de cette compétence ; ii) clarifier les règles, réduire les incertitudes pour les acteurs concernés et préserver la qualité de l'eau, tout en laissant aux États et aux tribus la gestion des eaux relevant de leur compétence. Une période de consultation publique de 30 jours sera ouverte après publication au registre fédéral.
- Le 3 septembre, l'Administration de l'Information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) que la demande d'électricité au Texas reste à des niveaux historiquement élevés, sous l'effet de températures durablement élevées. La demande horaire moyenne sur le réseau ERCOT a atteint un record de 74,5 GW durant la semaine du 22 août, avant de s'établir à 73,7 GW la semaine suivante. Les six dernières semaines ont toutes dépassé le précédent record de 70 GW établi en 2023. L'EIA précise que c'est dans ce contexte qu'ERCOT examine actuellement les projets de raccordement de centres de données au réseau, après le moratoire récemment annoncé par le gouverneur du Texas sur les nouveaux raccordements de ces installations.
- Le 4 septembre, l'Administration de l'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) que depuis mai, la marge de raffinage de l'essence dans le port de New York (marché de référence) est supérieure en moyenne d'environ 1 dollar par gallon à celle de 2025, dans un contexte de tensions sur les approvisionnements mondiaux liées aux perturbations du raffinage en Russie, en Chine et au Moyen-Orient. Depuis mars, les importations américaines d'essence sont 32 % inférieures à leur moyenne sur cinq ans, les expéditions depuis la côte du Golfe bénéficiant de dérogations limitées au Jones Act ayant partiellement compensé cette baisse. Les marges sont également élevées pour les distillats et le carburacteur :

celle des distillats à New York est supérieure en moyenne de 74 cents par gallon à celle de l'essence depuis mars.

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire aux Transports dévoile une nouvelle stratégie nationale sur les véhicules autonomes

Le secrétaire aux Transports, S. Duffy, a [présenté](#) le 3 septembre sa nouvelle stratégie nationale pour les véhicules autonomes ([National AV Strategy](#)) visant à favoriser leur déploiement aux Etats-Unis et à assurer le leadership américain dans le développement de cette nouvelle technologie. Le *Department of Transportation* (DoT) entend « éliminer les obstacles inutiles, moderniser la réglementation existante et rationaliser les procédures » afin de permettre aux industriels de développer et de commercialiser plus rapidement leurs technologies.

La stratégie repose sur quatre objectifs principaux : renforcer la sécurité, apporter davantage de prévisibilité réglementaire, promouvoir l'innovation américaine et faciliter l'interopérabilité des infrastructures et des opérations entre les Etats. Sur le volet sécurité, la stratégie prévoit notamment la mise en place de premiers standards de sécurité portant sur les capacités des véhicules autonomes (« *automated vehicle competency* ») en fonction du niveau d'autonomie. Sur le plan réglementaire, elle vise à développer un cadre plus homogène au niveau national. Le DoT souhaite également promouvoir les intérêts américains à l'international et faciliter le déploiement des véhicules autonomes pour les transports de passagers et de marchandises. Enfin, la stratégie prévoit de favoriser l'interopérabilité entre les Etats en réunissant les différentes parties prenantes, acteurs publics comme privés. Cette stratégie s'inscrit dans les travaux engagés depuis 2025 par le DoT, notamment à travers la mise en place d'un cadre fédéral pour les véhicules autonomes, la réduction de certaines exigences réglementaires et l'organisation d'un premier sommet consacré aux véhicules autonomes [voir brèves sectorielles du [19 mars 2026](#)].

5. Le secrétaire aux Transports renforce la lutte contre la fraude dans le secteur du transport routier

Le *Department of Transportation* (DoT), le *Department of Homeland Security* (DHS), le *Department of Justice* (DoJ) et la *White House Task Force to Eliminate Fraud* ont [annoncé](#) le 31 août une initiative

interagences visant à lutter contre les pratiques frauduleuses dans le secteur du transport routier et à renforcer la sécurité des routes.

Le dispositif prévoit notamment le retrait immédiat de plus de 110 organismes de formation de conducteurs professionnels du registre fédéral, après l'identification de pratiques ayant conduit à la certification de conducteurs ne satisfaisant pas aux exigences fédérales, notamment en matière de maîtrise de l'anglais. Le DoT lance également un audit national des examinateurs tiers chargés des épreuves pratiques et de la supervision exercée par les États.

En parallèle, le DHS et ses services d'enquête ont lancé une opération coordonnée visant plus de 200 écoles de conduite dans 23 États, tandis que le DoJ crée la « *Joint Task Force Crossroads of America* », associant notamment les autorités fédérales, étatiques et locales de plusieurs États du Midwest. Les investigations porteront notamment sur la fraude aux permis CDL (*commercial driver license*), les documents d'identité, l'emploi non autorisé, le blanchiment d'argent et d'éventuels liens avec des réseaux criminels.

Brèves

- La *Federal Aviation Administration* (FAA) a [annoncé](#) le 2 septembre le déploiement de son 100^{ème} système *Surface Awareness Initiative* ([SAI](#)), destiné à améliorer la surveillance en temps réel des mouvements des aéronefs et véhicules sur les aéroports et à réduire les risques d'incursion sur les pistes. Le dispositif est désormais opérationnel dans 100 tours de contrôle, et la FAA prévoit son installation dans 44 aéroports supplémentaires d'ici fin 2026. Cette étape s'inscrit dans le programme plus large de modernisation du contrôle aérien engagé par la FAA, fondé notamment sur le déploiement accéléré de technologies numériques et de surveillance.
- Le *Department of Transportation* (DoT) a [annoncé](#) le 3 septembre l'attribution par la *Federal Aviation Administration* (FAA) de 481 M\$ de subventions à 191 aéroports dans 36 États et deux territoires, dans le cadre du programme *Airport Infrastructure Grants*. Les financements visent notamment la rénovation de pistes et de voies de circulation, la reconstruction de terminaux et l'amélioration des infrastructures de sécurité. Parmi les principaux bénéficiaires figurent les aéroports internationaux d'Atlanta (100 M\$), Louisville (32,5 M\$), San Diego (30,3 M\$) et Milwaukee (14,2 M\$). Les fonds peuvent également financer la planification aéroportuaire, les systèmes de traitement des bagages ainsi que les infrastructures routières et d'accès aux aéroports. Cette nouvelle enveloppe s'inscrit dans l'effort engagé par la

FAA pour moderniser les infrastructures aéroportuaires et renforcer leur capacité à répondre à la croissance du trafic.

- La *Transportation Security Administration* (TSA) a [annoncé](#) le 9 septembre le lancement sur 13 aéroports du dispositif « Gateside by TSA PreCheck ». Celui-ci permet aux membres du programme *TSA PreCheck* de demander un laissez-passer d'accès en zone sécurisée. Les participants pourront ainsi, après avoir passé les contrôles standard de sûreté, accompagner leurs proches jusqu'à la porte d'embarquement, accueillir des passagers à leur arrivée, profiter de la restauration et des zones commerciales de l'aéroport, ou découvrir le terminal sans nécessairement prendre d'avion. L'obtention du laissez-passer se [fait](#) gratuitement en ligne, un à trois jours avant la visite.

Industrie

Brèves

- Le 8 septembre 2026, GE Aerospace a [annoncé](#) l'acquisition de Consolidated Precision Products, fournisseur de pièces moulées basé en Ohio, auprès des fonds Warburg Pincus et Berkshire Partners, pour 11,75 Md\$ — sa plus importante opération depuis son indépendance, financée à hauteur de 7 Md\$ en numéraire et le solde par émission de dette, avec une clôture attendue au second semestre 2027. L'opération vise à sécuriser l'accès de GE Aerospace aux pièces moulées, goulot d'étranglement critique pour la production de moteurs civils et militaires, alors que le groupe anticipe une hausse de plus de 30% de la demande de composants d'ici 2030.
- Le 9 septembre 2026, un consortium mené par l'émirati Marlan Space et la start-up américano-française Loft Orbital a [annoncé](#), à Paris, en marge du Sommet international de l'espace, un investissement de 1 Md\$ destiné à porter de 10 à 50 satellites leur constellation d'observation terrestre Altair, dotée d'intelligence artificielle embarquée, pour des usages dans la défense et la sécurité. Ce financement, apporté par le Royal Group d'Abou Dhabi, doit permettre la mise en orbite du premier satellite dès octobre 2026, via leur coentreprise Orbitworks, basée à Abou Dhabi. Cette opération traduit la volonté d'Abou Dhabi de se doter d'une capacité spatiale souveraine plutôt que de dépendre de fournisseurs occidentaux d'imagerie satellite, tout en s'appuyant sur une chaîne d'approvisionnement largement européenne.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Reconstituer le grand cheptel bovin américain, tel est l'objectif de la Maison Blanche

Le Président TRUMP a signé deux [décrets](#) ("Executive Orders"), vendredi 4 septembre, porteurs de mesures en faveur des éleveurs bovins ("*ranchers*"), alors que l'industrie du bœuf subit une crise structurelle importante depuis plusieurs années. Les "*ranchers*", qui incarnent l'esprit de la fondation de la nation américaine depuis 250 ans, méritent, selon la Secrétaire à l'Agriculture, Brooke ROLLINS, les [outils](#) adéquats pour reconstituer le "*Great American Cattle Herd*". Les mesures édictées ont vocation, d'une part, à soutenir les éleveurs bovins, d'autre part, à fluidifier la commercialisation de la viande de bœuf tant sur le marché américain qu'à l'international. Ainsi, la lutte contre certains loups prédateurs - jusqu'à ce jour considérés comme menacés -, l'étiquetage obligatoire sur l'origine de la viande, le renforcement de la concurrence entre "*meat packers*" (entreprises de découpe) en réduisant leur position de quasi-monopole, enfin, la facilitation des échanges entre Etats pour les petits producteurs de viandes, ainsi que l'accroissement de l'accès aux marchés étrangers, sont-ils censés redynamiser l'élevage et l'abattage bovins aux Etats-Unis. Ces dispositions viennent compléter deux plans précédemment conçus par l'administration actuelle, en soutien à la production bovine : i) l'initiative "*Ranchers First*" - annoncée fin août et donnant accès à près d'un demi-million d'hectares de pâturage dans des réserves protégées - et ii) le "*Plan for Ranchers and Consumers*", lancé en octobre 2025 - visant à relancer la consommation de bœuf américain -. L'initiative "*Ranchers First*" est financée par des dispositions budgétaires déjà existantes, ciblées sur la production de viandes et d'un montant total dépassant le milliard d'USD (1,060 Md USD).

7. La FDA et la SEC concluent un protocole d'accord pour le partage d'informations

Le 31 août, la Food and Drug Administration (FDA) et la Securities and Exchange Commission (SEC) - organisme fédéral chargé de réguler les marchés financiers et de protéger les investisseurs - ont conclu un protocole d'accord ([MoU](#)) pour le partage d'informations non publiques, concernant les produits et activités réglementés par la FDA. Selon le [communiqué](#) de presse, le protocole d'accord vise à aider les agences à remplir leurs missions respectives d'assurer

l'intégrité des marchés financiers et de protéger la santé publique. Les informations non publiques partagées dans le cadre du protocole ne pourront être divulguées sans l'autorisation de l'agence détentrice des données. Entre autres, le protocole d'accord permettra un échange d'informations sur des entreprises ayant fait de fausses déclarations à leurs investisseurs sur des décisions et résultats émanant de la FDA, à la suite de contrôles par exemple. Le protocole d'accord sera effectif pendant trois ans jusqu'au 31 août 2029, mais pourra être au besoin prolongé, modifié, voire résilié par les agences.

Numérique et innovation

8. Le Ministre Roland Lescure rencontre un grand nombre d'acteurs de l'intelligence artificielle lors d'un déplacement à San Francisco

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique de France, Roland Lescure, s'est rendu à San Francisco, Californie, à la suite de son déplacement au Sommet du G20 Finances d'Asheville, présidé par le Secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent.

Lors de son déplacement en Californie, le Ministre a eu l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs du secteur de l'intelligence artificielle : laboratoires de recherche, investisseurs en capital-risque, fournisseurs d'infrastructures pour les datacenters. Il s'est également exprimé devant les étudiants de l'Université de Berkeley, ce qui a été l'occasion de présenter les atouts majeurs de la France dans le développement de l'intelligence artificielle, en particulier une électricité stable, abondante, bon marché et décarbonée, ainsi que l'excellence scientifique des étudiants en France.



Brèves

- Le 2 septembre, le Department of Justice (DoJ) américain a [déposé](#) un *amicus brief* en soutien à OpenAI dans le cadre du contentieux l'opposant au New York Times et à d'autres éditeurs de presse sur l'utilisation de contenus protégés par le droit d'auteur pour l'entraînement de ses modèles d'IA. Le DoJ estime que cet entraînement relève du *fair use*, notamment au regard de ses bénéfices pour le progrès scientifique et la sécurité nationale. Il s'agit de la première prise de position du gouvernement américain dans les nombreux contentieux opposant entreprises d'IA et ayants droit.
- Le 3 septembre, OpenAI a [annoncé](#) le lancement de GPT-6 Astra, présenté comme son modèle d'IA le plus performant à ce jour. Selon l'entreprise, son entraînement a mobilisé plus de 100 000 GPU dans l'infrastructure Stargate, au Texas, son plus important entraînement à ce jour. Le lancement s'est accompagné de déclarations pointant une rupture technologique, le président d'OpenAI, Greg Brockman, évoquant l'entrée dans « l'ère de l'AGI » (intelligence artificielle générale). OpenAI indique par ailleurs que les capacités du modèle en cybersécurité atteignent pour la première fois le niveau « critique » de son cadre interne d'évaluation des risques, ce qui l'a conduit à renforcer ses mécanismes de contrôle et de surveillance. L'entreprise présente ainsi Astra comme son modèle le plus sûr et le mieux « aligné » à ce jour, c'est-à-dire celui dont le comportement est le mieux maîtrisé. Le 8 septembre, OpenAI a par ailleurs annoncé avoir résolu, grâce à un système interne d'IA encore plus puissant, le problème de Navier-Stokes, l'un des grands problèmes mathématiques non résolus (doté d'un prix d'1 M\$ par le Clay Mathematics Institute), qui porte sur les équations décrivant le mouvement des fluides. Près de 10 000 agents d'IA auraient travaillé en parallèle pendant 88 heures, pour un coût de plusieurs millions de dollars.
- Le 8 septembre, Meta a [annoncé](#) le lancement aux États-Unis de Muse, son premier agent d'IA personnel destiné au grand public, capable d'effectuer des tâches à la place de l'utilisateur (notamment envoyer des courriels, effectuer des recherches ou réserver un voyage). Accessible aux utilisateurs de 18 ans et plus, le service est proposé gratuitement avec une limite d'utilisation, ainsi que sous deux formules payantes. Meta indique que l'utilisateur conserve le contrôle des accès accordés à l'agent et que celui-ci demande une validation avant certaines actions sensibles, notamment les achats.

L'entreprise précise avoir utilisé Muse en interne depuis le début de l'année afin d'identifier et de réduire les risques liés à son fonctionnement autonome, comme le fait d'agir sans autorisation ou d'exposer des données.

- Le 8 septembre, la NSA, le FBI et la CISA (agence de cybersécurité américaine) ont publié un [rapport](#) conjoint accusant six entreprises chinoises d'IA (DeepSeek, Moonshot AI, Alibaba, MiniMax, StepFun et Z.AI) d'avoir copié à grande échelle, par « distillation », les modèles américains les plus avancés — ceux d'Anthropic, d'OpenAI, de Google et de xAI — depuis 2024 au moins (voir Brèves sectorielles du X juillet). Selon le document, ces entreprises auraient massivement interrogé ces modèles pour en extraire les réponses et les utiliser comme données d'entraînement, en recourant à de faux comptes et à des intermédiaires pour échapper à la détection. Cette copie constituerait « le cœur, et non un simple complément » de leur stratégie, et aurait été menée « probablement au su du gouvernement chinois ». Sans portée contraignante, le rapport formule trois recommandations aux entreprises américaines : repérer les comptes et requêtes anormaux, en surveillant notamment l'écart entre l'abonnement souscrit et l'usage réel ; altérer discrètement les réponses fournies aux comptes suspectés plutôt que de les bloquer ; et partager entre elles leurs informations pour reconstituer des campagnes réparties sur plusieurs fournisseurs.

Santé

Brèves

- Le 8 septembre, le CEO du génériqueur suisse Sandoz a [déclaré](#) à CNBC que les droits annoncés par le Président Donald Trump sur les médicaments génériques frapperaient durement les patients américains : « soit on augmente le prix, soit on arrête de fournir le produit ».
- Le 9 septembre 2026, le cabinet Numerof & Associates a [publié](#) les résultats d'une enquête auprès de 175 dirigeants de 67 laboratoires pharmaceutiques, décrivant les évolutions récentes de la politique américaine de prix des médicaments comme un choc sans précédent sur le secteur. Selon les conclusions tirées du sondage, la combinaison de la négociation directe des prix Medicare (issue de l'Inflation Reduction Act) et de la politique MFN liant désormais les prix

américains aux marchés étrangers contraindraient les laboratoires à repenser en profondeur leurs stratégies de commercialisation mondiale. Cela se manifesterait notamment par de nouvelles approches du séquençage des indications, des décisions de lancement géographique, ou encore par la prise en compte des questions d'accès au marché dès les phases précoces de R&D d'un nouveau traitement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)